

SE DISANT DANS L'INCAPACITÉ D'AGIR

Le gouvernement libyen appelle à des frappes arabes contre Daesh

Le gouvernement libyen reconnu par la communauté internationale a de nouveau appelé les pays arabes à l'aide contre le groupe Etat islamique (Daesh), réclamant des frappes contre les positions de l'organisation terroriste dans la cité de Syrte meurtrie par les combats.

Dans un communiqué officiel publié dans la nuit de samedi à dimanche, ce gouvernement exilé dans la ville d'Al-Bayda (est), se déclare «incapable de faire face à l'EI en raison de l'embargo sur les armes imposé à l'armée» par l'ONU depuis 2011.

Par conséquent, «nous exhortons les pays arabes frères (...) à lancer des frappes aériennes ciblées contre les positions de l'EI à Syrte en coordination avec les autorités concernées», ajoute-t-il.

De violents combats ont éclaté mardi à Syrte, des habitants aguerris ayant pris les armes pour tenter de déloger le groupe terroriste de la ville qu'il

contrôle depuis juin. Le gouvernement siégeant à Al-Bayda et le gouvernement parallèle installé à Tripoli, tous deux hostiles à Daesh, encouragent les combattants dans leur lutte. Le gouvernement de Tripoli a affirmé avoir lancé des raids aériens contre les jihadistes à Syrte ces derniers jours.

Mais dimanche, un responsable local qui a requis l'anonymat a affirmé que «certains habitants armés qui avaient combattu Daesh se sont repliés et ont même quitté la ville». «Ils n'ont pas reçu d'aide concrète et significative des deux gouvernements et ont alors arrêté de combattre (...)», a-t-il ajouté.

En proie au chaos depuis la chute

du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye est livrée aux milices et compte deux Parlements et deux gouvernements qui se disputent le pouvoir. L'un est basé à Tripoli et l'autre à Al-Bayda, ce dernier étant le seul reconnu par la communauté internationale.

Une coalition de milices notamment islamistes, Fajr Libya, s'est emparée en 2014 de la capitale Tripoli, poussant le gouvernement reconnu ainsi que le Parlement à s'exiler dans l'est du pays. Sous les auspices de Fajr Libya, un gouvernement rival s'est auto-proclamé à Tripoli.

Profitant de la situation anarchique, Daesh s'est implanté dans des régions du pays où elle a perpétré des attentats sanglants et décapité des étrangers.

«Un véritable massacre se produit à Syrte et nous appelons la communauté internationale à intervenir», a déclaré vendredi à l'AFP l'ambassadeur de Libye à Paris, Chibani Abouhamoud.

L'Algérie condamne avec la plus grande vigueur les récents actes terroristes à Syrte

L'Algérie a condamné dimanche avec «la plus grande vigueur» les récents actes terroristes à Syrte en Libye, faisant de nombreuses victimes, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

«L'Algérie condamne avec la plus grande vigueur les récents actes terroristes à Syrte qui ont entraîné de nombreuses victimes. Cette aggravation de la situation sécuritaire dans cette ville risque de plonger ce pays voisin et frère dans le chaos, ce qui pourrait constituer une menace réelle à la sécurité de toute la région», souligne la même source.

«L'Algérie, qui n'a eu de cesse d'œuvrer pour la convergence de vues entre toutes les parties libyennes à l'exclusion des groupes terroristes recon-

nus comme tels par l'ONU, réitère son appel urgent pour la mise en place en Libye d'un gouvernement d'union nationale capable de préserver l'unité nationale, l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Libye ainsi que la cohésion du peuple libyen frère, afin de relever le défi sécuritaire», ajoute le communiqué du MAE.

«L'Algérie demeure convaincue que cette solution politique consensuelle est l'unique issue pacifique au conflit en Libye», affirme la même source.

«L'Algérie, qui soutient les efforts des Nations Unies, encourage de nouveau les frères libyens, qui ont les capacités, la volonté politique et le haut sens des responsabilités, à redoubler d'efforts pour favoriser l'aboutissement du processus de négociations interlibyennes au bénéfice de la Libye, du peuple libyen frère et de toute la région», conclut le communiqué du MAE.

TUNISIE

Une Tunisienne tuée par des militaires cherchant des terroristes

Une femme a été tuée et un homme blessé samedi soir dans le centre-ouest de la Tunisie lorsque des militaires ont ouvert le feu sur leur véhicule, craignant qu'il ne s'agisse d'éléments armés, a dit à l'AFP le porte-parole du ministère de la Défense.

L'armée avait plus tôt reçu des informations sur une voiture transportant un «groupe armé» dans la région de Kasserine et avait envoyé des militaires à sa recherche, a indiqué Belhassen Oueslati. La voiture à bord de laquelle se trouvaient les deux jeunes gens était «un peu

cachée» au bord de la route de Sidi Harrath, au pied du Mont Sammama. Au passage du convoi militaire, «le conducteur a démarré la voiture», venant s'insérer entre le premier véhicule de l'armée et celui qui le suivait, selon le porte-parole de la Défense.

«Il a failli percuter notre véhicule (...). Il aurait pu s'agir d'éléments indésirables armés (...), d'une voiture bourrée d'explosifs. Ils (les militaires) ont donc tiré», a justifié M. Oueslati, expliquant que le lieu où s'est produit l'incident est «une zone d'opérations militaires».

Il n'était pas clair si le geste du conducteur était délibéré ou s'il a paniqué et mal manœuvré en tentant de fuir. «L'enquête le dira», a dit M. Oueslati. Selon une source médicale à l'hôpital de Kasserine, la jeune femme a été mortellement

atteinte au rein. L'homme, lui, a été blessé à l'épaule.

La région de Kasserine se trouve au pied du mont Chaâmbi, où l'armée pourchasse depuis 2012 des djihadistes armés responsables d'attaques ayant tué plusieurs dizaines de militaires et de policiers.

Fin août 2014, la police tunisienne avait tué deux cousines dont l'une avait la nationalité allemande qui circulaient en voiture à Kasserine, les prenant pour des membres d'un groupe armé.

Le cousin des deux jeunes filles, qui se trouvait avec elles à bord du véhicule, avait affirmé à l'AFP que la conductrice de la voiture avait refusé de s'arrêter car elle craignait que les policiers tentant de stopper le véhicule ne soient des «terroristes».

IRAK

Maliki est l'un des responsables de la chute de Mossoul selon une commission parlementaire

Une commission d'enquête parlementaire en Irak a jugé l'ancien Premier ministre Nouri al-Maliki et 35 autres personnes responsables de la chute de Mossoul, la deuxième ville du pays, tombée aux mains des terroristes de Daesh en juin 2014, ont indiqué hier des députés.

Le député Abdelrahim al-Chammari, membre de la commission d'enquête, a affirmé que le nom de M. Maliki, Premier ministre de 2006 à 2014, figurait parmi ceux mentionnés dans le rapport. Cela a été confirmé par un autre député ayant requis l'anonymat.

Le rapport détaillant les résultats

de l'enquête a été présenté au président du Parlement, Salim al-Joubouri, qui a indiqué qu'il serait transmis au ministère public en vue de poursuites judiciaires.

«Personne n'est au-dessus de la loi, tout le monde doit rendre des comptes au peuple, et la justice punira» les responsables, a-t-il dit dans

un communiqué. Le groupe terroriste sunnite Daesh a lancé une offensive fulgurante dans le nord de l'Irak en juin 2014, en s'emparant de Mossoul face à des forces gouvernementales en déroute. Il a également pris le contrôle de larges pans du territoire au nord et à l'ouest de Baghdad.

En tant que commandant en chef de l'armée, M. Maliki (un chiite) a cherché à centraliser le contrôle de l'armée dans ses services et joué une part importante dans son affaiblissement, en nommant notamment des commandants choisis pour leur loyauté plutôt que leur compétence, selon plusieurs experts.

La politique de M. Maliki, quand il était Premier ministre, avait suscité l'isolement et le mécontentement de la minorité arabe sunnite. C'est dans les régions arabes sunnites d'Irak que Daesh s'est implanté.

Le groupe contrôle notamment la majeure partie de la province d'Al-Anbar, dont son chef-lieu Ramadi.

L'actuel Premier ministre irakien Haider Al-Abadi a approuvé dimanche le renvoi devant la justice militaire de commandants de l'armée qui avaient ordonné le retrait de cette ville clé contrairement à ses instructions, selon un communiqué officiel.

TURQUIE

Un soldat et trois combattants kurdes tués dans des combats

Un soldat turc et trois membres présumés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués tôt dimanche dans l'est de la Turquie, dans de nouvelles violences imputées aux rebelles kurdes, a annoncé l'agence de presse progouvernementale Anatolie.

Les combats se sont déroulés près de la ville de Kagizman, dans la province de Kars, au cours d'une opération de sécurisation de la zone, a précisé l'agence Anatolie.

Deux soldats turcs ont été blessés dans ces affrontements et l'un d'entre eux a succombé à

ses blessures à l'hôpital, tandis que trois militants kurdes ont été tués, selon cette même source.

Depuis vendredi, au moins huit membres des forces de sécurité turques ont été tués dans des attaques attribuées au PKK, dans des régions de l'est et du sud-est de la Turquie, majoritairement peuplées de kurdes.

Les autorités ont par ailleurs décrété le couvre-feu dans le district de Varto, dans la province de Mus (région de l'Anatolie orientale), après d'intenses combats entre l'armée et les rebelles kurdes, a précisé Anatolie.

Les affrontements avaient éclaté dans la nuit après que des jeunes liés au PKK avaient démolé un pont au moyen de bulldozers, selon l'agence. Depuis l'attentat suicide de Suruç (sud) le 20

juillet, attribué à l'organisation Etat Islamique, qui a provoqué la mort de 33 sympathisants de la cause kurde, Ankara livre une «guerre contre le terrorisme» sur deux fronts, à la fois contre le PKK et l'EI.

Dans les faits, les bombardements de l'aviation turque se concentrent essentiellement sur les positions des rebelles kurdes en Irak.

En réponse à ces frappes, le PKK a jugé que les conditions du cessez-le-feu avec Ankara entré en vigueur en 2013 n'existaient plus et a repris les armes, multipliant les attaques contre militaires et policiers turcs.

Selon un dernier bilan provisoire, plus de 40 membres des forces de sécurité turques ont ainsi depuis été tués dans des attaques attribuées au PKK.

ÉGYPTE

Les avocats de l'ancien Président Morsi font appel de sa peine de mort

Les avocats de l'ancien Président égyptien destitué Mohamed Morsi ont fait appel samedi devant la cour de cassation des condamnations à mort et à la prison à vie prononcées à son encontre, a rapporté l'agence de presse officielle MENA.

Le tribunal pénal du Caire avait condamné à la mi-juin M. Morsi à mort pour avoir participé à une évasion de prison en 2011 lors des manifestations monstre qui ont renversé le Président de longue date Hosni Moubarak.

Le tribunal avait également condamné plus de 100 autres membres des Frères musulmans ainsi que des partisans, la plupart par contumace, à des peines variant de deux ans de prison à l'exécution.

Outre Mohamed Morsi, les peines de mort incluent le guide spirituel des Frères musulmans Mohamed Badie ainsi que quatre autres figures du mouvement.

M. Morsi a été destitué par l'armée au début du mois de juillet 2013 au terme d'une année au pouvoir marquée par de nombreuses manifestations de masse et après que le groupe des Frères musulmans dont M. Morsi est issu a été inscrit sur la liste des mouvements terroristes.

Les raids aériens de dimanche coïncident avec la visite en Syrie du patron des affaires humanitaires de l'ONU, Stephen O'Brien, qui effectue sa première visite dans ce pays.

SYRIE

Au moins 70 morts dans des raids aériens près de Damas

Au moins 70 personnes, en majorité des civils, ont été tuées hier dans des raids aériens des forces gouvernementales syriennes sur un marché dans la ville rebelle de Douma, près de Damas, a rapporté une ONG.

«Les forces du régime ont frappé quatre fois sur ce souk dans le centre de Douma. Il y a 70 morts et plus de 200 blessés», a indiqué Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

«Après la première frappe, les gens se sont rassemblés et les autres frappes ont suivi», a-t-il expliqué, précisant que de nombreux blessés se trouvaient dans un état grave.

Douma, ville située à 13 km nord-est de Damas est tenue par les rebelles depuis plus de deux ans. Les rebelles de cette localité mènent régulièrement des tirs de roquettes sur des quartiers résidentiels de Damas.

Mercredi, au moins quatre personnes ont été tuées et 58 blessées à Damas par des tirs de roquettes provenant de secteurs rebelles contre un quartier résidentiel de la capitale syrienne, selon le ministère de l'Intérieur syrien.

Les raids aériens de dimanche coïncident avec la visite en Syrie du patron des affaires humanitaires de l'ONU, Stephen O'Brien, qui effectue sa première visite dans ce pays.